

Elections aux Conseils d'université

Les candidats de l'AGEL UNEF à Limoges

Les 18 et 19 février prochains, les étudiants de Limoges éliront leurs représentants pour deux ans dans les conseils de l'université. Les élections interviennent alors que l'université vient de se doter de nouveaux statuts en application de la loi Savary. Pour l'université de Limoges, toutes branches confondues, environ 10.000 étudiants sont

appelés à voter, pour pourvoir 34 sièges.

L'AGEL-UNEF, qui détient 50 % des sièges au conseil d'université pour 47 % des suffrages exprimés, va à scrutin avec l'expérience. Elle est la seule organisation à présenter des candidats issus des précédents conseils de faculté. Lors d'une conférence de presse, hier, le syndicat des étudiants a présenté ses candidats.

Ici, point de « parachutages » ils sont tous étudiants à Limoges. Ce qui n'est pas le cas pour d'autres organisations qui diligèrent depuis Nantes, Bordeaux ou Paris, leurs postulants.

Les candidats AGEL-UNEF conduisent leur campagne sur deux axes essentiels, la défense du droit aux études, le développement de la solidarité.

De même, entendent-ils peser de tout leur poids contre la libération des droits d'inscriptions, décidée par la Conférence des

présidents d'Université, qui, à la faculté d'Aix-Marseille II, risqueraient de s'étaler dans une fourchette de 2.700 à 4.000 F. Pour Limoges, un projet prévoit de passer de 330 à 600 F soit une augmentation de 55 % par rapport à 1985.

Les candidats de l'AGEL-UNEF

Voici la liste des candidats présentés par l'AGEL-UNEF, l'ARAL et l'UNEM, qui se présentent sous l'étiquette « Solidarité Etudiante ».

• **Faculté de Droit** : Jean-François Mannequin, Vincent

Guicharnaud, Françoise Grangette, Eric Juillard, Jean-François Chabrier.

• **Faculté de Sciences** : Mohamed Latrach, Hassan Taoudi, Jean-Luc Duras, Mohamed Tahri, Olivier Debatisse, Thierry Garnier.

• **Institut universitaire technologique** : Isabelle Lechowski, Jean-René Wachter.

• **Faculté de Médecine** : Louis-Christophe Soulat, Joëlle Sirieux, Philippe Maddaleno, Olivier Cros, Dominique Mourret.

• **Faculté de Lettres** : Laurent Catherine, Claudette Devaux, Pierre Heraud, Colette Depuech, Frédérique Letienne,

ECHO

15-02-86.



ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

Solidarité étudiante présente ses listes



LIMOGES. — Les responsables de Solidarité étudiante, regroupant les syndicats étudiants AGEL-UNEF-ARAL-FRUF et UNEM, plus quelques indépendants, ont annoncé à la Faculté de lettres, la liste des candidats qu'ils présenteront à l'occasion des élections du conseil d'université, qui se dérouleront les 18 et 19 février dans les facultés.

Pour Vincent Guicharnaud, président de l'AGEL-UNEF : « Ce qui importe avant tout, c'est que les étudiants se sentent concernés par ces élections et viennent voter en nombre. Ce qui n'est hélas ! pas toujours le cas. Je souhaite également, quelque soit leur choix qu'ils votent pour des gens qui font véritablement leurs études à Limoges ».

Voici la liste des candidats :

— **Faculté de droit et de sciences économiques (A.E.S.)** : Jean-François Mannequin, Vincent Guicharnaud, Françoise Grangette, Eric Juillard, Jean-François Chabrier.

— **Faculté de sciences** : Mohamed Catrach, Hassan Taoudi, Mohamed Tahir, Jean-Luc Duras, Olivier Debatisse, Thierry Garnier.

— **I.U.T.** : Isabelle Lechowski, Jean-René Wachter.

— **Faculté de médecine et de pharmacie** : Louis-Christophe Soulat, Joëlle Sirieux, Philippe Maddaleno, Olivier Cros, Dominique Tourret.

— **Faculté de lettres** : Laurent Catherine, Claudette Devaux, Pierre Heraud, Colette Depuech, Frédérique Letienne

LA MONTAGNE

17-02-86

ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

Une participation exceptionnelle des étudiants

LIMOGES. — Les élections universitaires qui se sont déroulées les 18 et 19 février, et dont les résultats officiels n'ont été connus qu'hier matin, ont donné lieu à une participation exceptionnelle de la part des étudiants. 40 % d'entre eux ont, en effet, mis un bulletin dans l'urne. Fait assez rare lorsque l'on sait que le taux de participation dans les autres universités françaises ne dépasse pas, le plus souvent, 20 %.

Ce sens civique des potaches limogeoises tenant sans doute à la publicité faite autour des élections par les responsables de l'université. Notamment, la lettre que M. Raymond Julien, qui en est l'actuel président, a adressé à chacun d'entre eux afin de les inciter à se rendre aux urnes.

Il s'agissait, au cours de ces élections, de désigner les représentants des enseignants, des personnels administratifs et

des étudiants devant siéger dans les trois conseils formant désormais le pouvoir décisionnaire de l'université (conseil administratif, conseil des étudiants et de la vie universitaire et conseil scientifique).

Concernant les résultats étudiants, c'est la liste « Solidarité étudiante », composée de l'AGEL-UNEF, de l'ARAL-FRUF, de l'UNEM et d'indépendants, qui remporte ces élections avec 19 sièges sur 33 pour les trois conseils.

En seconde position vient la liste de l'Union inter-universitaire avec sept sièges. Mais l'UNI ne sera représentée qu'au conseil des étudiants et de la vie universitaire et au conseil d'administration.

A noter également que la liste « Solidarité étudiante » détient pour les étudiants la majorité absolue dans les trois conseils.

Côté enseignants et personnels ATOS (Agents techniques et ouvriers de service), la participation a également été très importante puisque 80 % d'entre eux ont participé au vote.

Voici la répartition des sièges étudiants aux trois conseils :

Conseil d'administration. — « Solidarité étudiante » : sept sièges ; UNI : quatre sièges ; Association nationale des étudiants en médecine et pharmacie : un siège ; Corpo I.U.T. : un siège.

Conseil des étudiants et de la vie universitaire. — « Solidarité étudiante » : neuf sièges ; UNI : trois sièges ; UNEF indépendante et démocratique : un siège ; A.N.E.M.F. : deux sièges ; Etude et Culture I.U.T. : un siège.

Conseil scientifique. — « Solidarité étudiante » : trois sièges ; A.N.E.M.P.F. : un siège.

LA MONTAGNE 22.02.86

UNIVERSITÉ LE DOU 20.02.86

Elections : Progression de l'AGEL-UNEF

Limoges. — Les élections universitaires se sont achevées hier après deux jours de scrutin. Ces élections concernaient les étudiants, mais aussi les enseignants et le personnel administratif de l'université.

L'AGEL-UNEF, qui présentait des candidats avec l'ARAL et l'UNEM, sous le sigle « Solidarité étudiante », pour les étudiants, a été la première hier soir à se féliciter des résultats. Ce syndicat étudiant affirmait hier soir (alors que les résultats n'étaient pas encore connus officiellement) avoir doublé le nombre de ses suffrages.

L'AGEL-UNEF serait largement majoritaire dans deux conseils (conseil d'administration et conseil des études de la vie universitaire).

LES RÉSULTATS

Conseil d'administration (collège étudiants) : Solidarité étudiante, 7 sièges ; UNI, 3 sièges ;

UNEF-ID, 1 siège ; ANEMF-ANEPF médecine, 1 siège, Etudes Culture I.U.T., 1 siège.

Conseil des études de la vie universitaire (collège étudiants) : Solidarité étudiante, 9 sièges ; UNI, 3 sièges ; UNEF-ID, 1 siège ; ANEMF-ANEPF médecine, 2 sièges, Etudes Culture I.U.T., 1 siège.

Etudiants, enseignants et personnels de l'Université de Limoges, élaient mardi et mercredi, leurs représentants au conseil d'administration, au Conseil des études et de la vie universitaire, ainsi qu'au Conseil scientifique.

Les résultats, proclamés dans la journée d'hier, font tout d'abord apparaître une très forte participation : 82 % des enseignants et 83 % des personnels ATOS ont voté. Chez les étudiants, bien que beaucoup plus faible, la participation a atteint un sommet, peut-être un record de France. 40 % des étudiants ont en effet voté alors que la moyenne nationale ne tourne qu'autour des 20 %.

Cet esprit de responsabilité, les étudiants l'ont également exprimé dans leur façon de voter puisque les listes présentées par l'AGEL-UNEF, l'ARAL et

l'UNEM (regroupées sous l'appellation « Solidarité Etudiante ») ont remporté un succès incontestable ; « Solidarité Etudiant » ayant obtenu la majorité absolue dans les trois conseils.

Pour les étudiants, la répartition des sièges selon les différents conseils s'établit comme suit :

Conseil d'administration (133 sièges) : AGEL-UNEF « Solidarité Etudiante » ; 7 sièges ; UNI, 4 sièges ; ANEMP (Médecine-Pharmacie), 1 siège ; Corpo IUT, 1 siège.

Conseil des études et de la vie universitaire (16 sièges) : AGEL-UNEF, 9 sièges ; UNI, 3 sièges ; UNEFID, 1 siège ; ANEMP, 2 sièges ; « Etude et Culture IUT », 1 siège.

Conseil scientifique (4 sièges) : AGEL-UNEF, 3 sièges ; ANEMP, 1 siège.

Chez les personnels ATOS c'est la FEN qui arrive en tête au Conseil d'administration avec des 9 sièges à pourvoir, devant la liste « Promotion de l'Université de Limoges », 3 sièges et la CGT 1 siège.

Chez les enseignants la situation est un peu plus complexe. Dans certains secteurs, les candidats ne se sont, en effet, pas présentés sous des étiquettes syndicales classiques. Il semble cependant que le scrutin fasse apparaître une bonne stabilité des différents courants.

Les trois conseils nouvellement élus devraient se réunir le 3 mars puis se retrouver en assemblée générale le 7 mars pour élire le nouveau président de l'université.

Soulignons que le président actuel, Raymond Julien, a été élu au Conseil scientifique.

L'ECHO 22.02.86

Elections universitaires

Très forte participation Succès de l'AGEL-UNEF chez les étudiants

Patrice Leclerc élu à la présidence de l'U.N.E.F.

Limoges. — Les délégués des universités de toute la France venus à Limoges participer au 71^e congrès de l'U.N.E.F. (Union des étudiants de France), ont terminé, hier, leurs travaux en élisant un nouveau président, Patrice Leclerc, un Parisien, et en renouvelant quinze des trente-et-un membres du bureau national. Vincent Guicharnaud, président de l'A.G. Limoges, n'en fait plus partie. Le projet de résolution soumis aux délégués a par ailleurs été adopté par 208 voix pour, 35 abstentions (dont toute la délégation limougeaude), 1 contre (Limougeaud), et 6 non-participations au vote.

Régis Piquemal, comme c'est la tradition à l'U.N.E.F., a donc passé le relais après deux ans de mandat. Le nouveau président, Patrice Leclerc, de Nanterre, n'est toutefois pas un novice du syndicalisme étudiant : il était trésorier dans le précédent bureau, et président de l'A.G. de sa faculté auparavant.

Dans le même temps, le bureau national a été largement renouvelé (près de 50 %), une preuve de la volonté de l'U.N.E.F. de relever le défi des années à venir sans aucun immobilisme en son sein.

Les étudiants limougeauds ont quant à eux décidé soit de s'abstenir, soit de voter contre (un) sur le projet de résolution.

Leurs raisons ? Ils estiment que le congrès n'a pas assez avancé sur la question de la re-syndicalisation, qu'il n'a pas assez été tenu compte des différentes interventions dans l'élaboration de la

résolution, qu'il aurait fallu beaucoup plus susciter le débat, au lieu d'énoncer un certain nombre de « vérités révélées ». Ils émettent également certaines réserves sur la façon dont ont été abordées les questions internationales, et se demandent si dans ces conditions, le syndicat sera capable de répondre aux agressions extérieures des mois à venir.

Les Limougeauds, qui ont réalisé 55 % des voix aux dernières élections, et 57 % des sièges, sont un des rares exemples d'université où l'U.N.E.F. reste largement majoritaire. Ils pensent le devoir à leur indépendance syndicale, et à leur manière de motiver les étudiants sur des problèmes concrets.

En s'abstenant, ils apportent la preuve de leur attachement à l'unité de l'U.N.E.F., tout en regrettant un manque d'ouverture dans l'organisation.

Lundi 5 mai 1986 — « Le Populaire du Centre » —

CONGRES DE L'UNEF A LIMOGES

L'UNEF (Union nationale des étudiants de France) vient de tenir son 71^e congrès à Limoges. Que ce soit dans les séances plénières ou dans les commissions de travail, les délégués ont fait le constat que « l'Université est toujours en crise » : la « déqualification des diplômes se poursuit, la sélection sociale s'accroît ». Pour l'UNEF, les projets du nouveau ministre de l'Éducation nationale sont « inacceptables » : « Par autonomie des établissements, indique le syndicat, il faut entendre sélection sociale à outrance — les droits d'inscription étant fixés librement par les Universités — et suppression du caractère national des diplômes. » Dans cette situation, l'UNEF souligne la nécessité que « les étudiants s'organisent davantage, ce qui exige une nouvelle démarche syndicale placée au cœur des études ». Le congrès s'est conclu par l'élection d'une nouvelle direction avec comme président Patrice Leclerc, étudiant en histoire à l'université de Nanterre.

L'HUMANITÉ/ JEUDI 8 MAI 1986.

— LE MONDE — Mardi 6 mai 1986 ...

LES ÉTUDIANTS ET LA RÉFORME DES UNIVERSITÉS

UNEF : non aux inégalités géographiques

De notre correspondant

Limoges. — C'est dans une atmosphère assez morose que l'UNEF-Solidarité étudiante a tenu son soixante et onzième congrès national à Limoges du 1^{er} au 4 mai. « Nous nous heurtons à des difficultés, le mouvement de désyndicalisation est réel », a souligné M. Régis Piquemal, président sortant qui a été remplacé à l'issue du congrès par M. Patrice Leclerc, étudiant en histoire à Nanterre. Les dernières élections étudiantes qui se sont déroulées au début de l'année dans la moitié des universités ont fait apparaître un recul sensible de l'UNEF-SE (animée par des étudiants communistes) par rapport à sa rivale, l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), plus proche des socialistes, surtout depuis sa « détrotskisation » (voir le Monde du 25 avril). La première n'a réuni en effet que 21 % des suffrages contre 37 % à l'UNEF-ID.

Le congrès a mis en garde contre le renforcement des courants libéraux qui ont le vent en poupe depuis le 16 mars dernier. On va, a affirmé Régis Piquemal, vers une « université à deux vitesses » accentuant les « inégalités géographiques » et la « ségrégation sociale dont l'Université n'est jamais vraiment venue à bout. »

L'UNEF-SE espère donc se remuscler en « replaçant le syndicalisme au cœur des études » et en relançant des actions concrètes, en particulier contre l'alourdissement du coût des études. Alors que les droits d'inscription sont actuellement de 330 francs, certaines universités « anticipent sur les projets du gouvernement et envisagent de les faire passer à 3 000 ou

4 000 francs ». Il s'agit là, estime l'UNEF, d'un terrain de lutte sur lequel il est possible de mobiliser efficacement les étudiants comme le montrent des mouvements récents, notamment à Aix-en-Provence.

CELLF : VIVE L'AUTONOMIE !

Réunis le 4 mai dernier en conseil national, les étudiants du Cercle des étudiants libéraux de France (CELLF) ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer à une réforme radiale de l'Université. Contre « l'Université à l'envers », « figée dans ses structures, encline à un dirigisme centralisé à outrance et assitée pour toutes ses activités », ils prônent des universités du « troisième type » gérées comme des entreprises et bénéficiant d'une totale autonomie statutaire, financière et pédagogique.

Pour M. Jean Robello, président du CELLF, « avec l'autonomie, exit LA politique universitaire et vive les politiques universitaires, soixante-douze au total, une pour chaque université », concurrentes et décentralisées.

Le CELLF, qui a réuni environ 3 % des voix lors des élections étudiantes du début de l'année, a reçu les encouragements de M. Jacques Bompair, président de Paris-IV et leader du mouvement des présidents d'université libéraux. Il s'est lui aussi prononcé pour une complète autonomie des universités, ajoutant qu'à terme une telle évolution devrait mener à la privatisation de l'enseignement supérieur.

Le petit mois de mai des étudiants bordelais

La mobilisation des étudiants bordelais, débouche aujourd'hui sur des manifestations dans les villes universitaires pour protester contre le projet Foyer sur l'autonomie des universités.

• Manifestation d'étudiants. — Sept à huit cents lycéens et étudiants selon la police — mille cinq manifestés jeudi 29 mai à Quimper (Finistère) pour protester contre le projet de réforme des universités préparé par le gouvernement.

LE MONDE
Samedi 31 mai 1986

► DEUX CENTS ETUDIANTS ont occupé la faculté des lettres de Bordeaux vendredi et samedi pour protester contre l'augmentation des droits d'inscription et la sélection à l'entrée de l'université.

L'HUMANITE/MERCREDI 21 MAI 1986

« Non aux facs poubelles ». Hélène, future licenciée en géographie, écrase sa cigarette sur le linoléum noirâtre de l'administration de Bordeaux III réquisitionnée depuis le début de l'après-midi par les étudiants en grève. Tracts éparpillés, affiches, mots d'ordre, ils oragnisent la manifestation prévue aujourd'hui à l'appel de l'UNEF-SE (Union nationale des étudiants de France. Solidarité Etudiants, proche du PC) dans toutes les villes universitaires de France contre les projets de réforme universitaire en chantier. En espérant que cette fois, ils parviendront à réveiller les foutes. Aix, Marseille, Toulouse, Montpellier sont en veilleuse. Paris n'a pas encore bronché. Le mouvement menace de s'enliser.

A Bordeaux, il est parti début mai des bâtiments de psycho-socio et de la fac de lettres. Les IUT, les autres facultés, sauf celle de droit, ont suivi doucement. Le 14 mai, une première manifestation réunissait à peine 2 500 étudiants, parents d'élèves, lycéens et enseignants dans les rues de Bordeaux qui compte 40 000 étudiants. Depuis, chaque jour, les grévistes ont multiplié leurs actions en occupant tour à tour des locaux administratifs dans différentes facultés. Ou, comme ce fut le cas lundi soir, en bloquant un rapide Bordeaux-Paris à la gare Saint-Jean. Lundi aussi, ils ont envahi la « salle des coffres » de Bordeaux III où sont enfermés les sujets d'examens. Sous la menace du président Montferrier d'annuler la session d'examen si la pièce n'était pas évacuée, ils ont cédé.

« Nous ne voulons empêcher personne de passer les examens » explique Frédéric Geismann, un des rares étudiants en médecine à poursuivre le mouvement, « mais simplement faire savoir que l'université est en train de sombrer ». La proposition de loi déposée au Parlement par Jean Foyer et autres sénateurs de l'opposition sur l'autonomie des universités a galvanisé



Manifestation estudiantine à Bordeaux contre l'augmentation des droits d'inscription.

se toutes leurs énergies avant même que le gouvernement ait fait connaître son projet. « On va droit au système à l'américaine, la sélection par l'argent, la focalisation des diplômes universitaires ». La privatisation est dans l'air, jusque dans les universités : la proposition Foyer laisse planer le risque du désengagement de l'Etat du budget universitaire. « C'est la porte ouverte aux facs d'élite et aux facs poubelles qui donneront à la majorité des étudiants des diplômes sans valeur », explique Frédéric Geismann.

Dans son bureau présidentiel à

Bordeaux III, Jacques Montferrier est dans ses petits souliers. Il rédige des « communiqués de presse » sur des cartes de visite : « Il n'y a pas de grève des cours et les examens se déroulent normalement ». Visiblement inquiet malgré tout, il recommande à ses secrétaires de bien fermer les doubles-portes. L'action des étudiants ? « Tout au plus une cinquantaine de perturbateurs sur les 1100 de l'université de Bordeaux III. Jacques Montferrier ne comprend pas leurs revendications : « Vous défendez le service public, leur dit-il, et vous l'empêchez de fonction-

ner en occupant l'administration en pleine session d'examen. Que voulez-vous donc ? » Lui et ses collègues de Bordeaux I et II sont pourtant les seuls interlocuteurs des étudiants, le recteur ayant fait savoir qu'il restait un simple exécutant des mesures gouvernementales. « Mais je ne suis pas l'Etat, répond le président Montferrier, tout ce que je peux dire, c'est que personnellement je ne crois pas à son désengagement. Comment imaginer cela ? Vos craintes ne sont pas fondées ».

Pascal NIVELLE

U.N.E.F. : Le congrès de tous les enjeux

Vendredi 2 mai 1986 — « Le Populaire du Centre » —

600 DÉLÉGUÉS A LIMOGES

U.N.E.F. : Le congrès national de tous les enjeux



LIMOGES. — Le 71^e Congrès national de l'Union des Étudiants de France (U.N.E.F.), qui s'est ouvert hier à Limoges en présence de 500 à 600 délégués venus de quelque quarante villes universitaires, est capital pour le syndicat étudiant. La désyndicalisation frappe aussi les facultés, au moment même où le projet de loi du nouveau gouvernement va accroître la concurrence et l'élitisme, et puis pour la première fois, lors des élections universitaires, l'U.N.E.F. a été devancée par sa nouvelle concurrente : l'U.N.E.F.-I.D. (Indépendante et démocratique). Conséquence, malgré une remontée récente des adhésions, le congrès devra travailler avant tout à renforcer le syndicat et à accroître encore sa cohésion.

Ça n'est pas mai 68, mais le gymnase de La Borie sent bon depuis hier la mobilisation étudiante. L'U.N.E.F. a la ferme volonté de réussir son 71^e Congrès national, un congrès charnière, et Régis Piquemal, le président, a précisé d'emblée tous les enjeux de l'année 1986 en ouvrant les travaux par un rapport fleuve, un bulletin de santé précis et documenté des universités françaises, et du syndicalisme étudiant.

« Nous ne voulons pas avoir la "chance" d'étudier — nous ne sommes pas des privilégiés — mais le droit d'étudier ».

Par cette phrase, Régis Piquemal a résumé à peu près toute l'inquiétude des étudiants, inquiétude accrue par les projets de René Monory que le président de l'U.N.E.F. analyse ainsi :

« La nouvelle loi va pousser à fond le processus d'autonomie des universités, ce qui veut dire désengagement de l'Etat. Il n'interviendra plus ou peu dans l'élaboration des formations, dans la fixation du montant des droits d'inscription. Les diplômes n'auront plus la même valeur, mais varieront selon la « cote » de la faculté. Le bac, parfois, ne suffira plus pour s'inscrire, ce qui veut dire en clair l'aggravation de la pratique du numerus clausus. Quant à l'aide sociale, garante d'une certaine égalité, elle va être taillée en pièces. On parle de supprimer les C.R.O.U.S., de remplacer les bourses par des prêts bancaires, les restaurants universitaires par des structures inter-entreprises, et de faire financer une partie du budget des facs par le secteur privé,

autant dire que les formations seront uniquement déterminées par les désirs du patronat. L'élitisme, fût-il républicain, supplante l'égalité des chances. Avec ces futures universités, quels étudiants pourront payer ne serait-ce que les droits d'inscription ? Pour qui alors seront les bonnes formations ? Déjà la moitié des étudiants exercent une activité salariée, ils constituent notamment 50 % de la main-d'œuvre des fast foods. Cette flexibilité, cette précarité vont galoper, de même que les contrats de travail à durée déterminée qui se "généralisent à la sortie". Un véritable réquisitoire du leader étudiant conclu par une formule choc :

« Avec Chirac et ses conseillers de l'U.N.L. (syndicat étudiant de droite), nous savons à quel nous en tenir ».

En contrepoint, Régis Piquemal appelle à la mobilisation, et donne quelques raisons d'espérer. Les adhésions semblent retrouver un bon rythme. A Aix-en-Provence, plus de 1.000 étudiants ont manifesté à l'appel de l'U.N.E.F., d'où l'absolue nécessité, fermement soulignée par le président, de rapprocher toujours plus le syndicat de la base des étudiants, et d'engager un colossal travail d'information qui se traduira, dès le mois de juillet, par l'organisation sur les campus de l'accueil des nouveaux étudiants, une manière « porteuse » de les sensibiliser d'emblée à l'intérêt d'avoir une organisation syndicale forte.

Pendant quatre jours, jusqu'à dimanche soir, les délégués vont plancher sur tous ces thèmes avec en toile de fond le renfor-

cement du syndicat en déclin, véritable catastrophe à l'heure où l'on prépare aux étudiants une université impitoyable, façon « Dallas », et où l'individualisme (qui gagne du terrain) constitue une redoutable arme à double tranchant.

Pour atteindre les objectifs qu'elle se fixe, la centrale étudiante va ouvrir largement le débat en son sein même, et l'unité entre les diverses tendances, la synthèse, devra être réalisée, tous les délégués présents sont conscients de cet impératif. Il n'y a pas, bien sûr, officiellement de tendances au sein du syndicat, il n'empêche que diverses sensibilités s'expriment, et ont d'ailleurs commencé à le faire dès la fin du discours de Régis Piquemal, lequel ne s'intéresse pas à ce type de débat, préférant simplement tout faire pour que l'U.N.E.F. gagne, en ancrant le syndicalisme au cœur des études, seul moyen selon lui de remobiliser les étudiants.



LE PREMIER CONGRES D'UNE ORGA ETUDIANTE A LIMOGES :

Un événement assez bien couvert par la Presse.....

«Etudier n'est pas une chance... c'est un droit»



Cinq à six cents étudiants et étudiantes venus des quatre coins de France sont réunis depuis hier après-midi au gymnase universitaire de La Borie à Limoges où l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) tient son 71^e congrès.

Quel système de formation pour la France ? L'analyse des transformations profondes qui le traversent, leurs répercussions sur les étudiants et la communauté universitaire, le fait syndical et le rôle de l'UNEF, telles seront les questions débattues jusqu'à dimanche.

Placé dans une période charnière, le congrès analysera la situation née de la mise en place en 83 de la réforme Savary puis de sa remise en cause en 84 du fait de la politique de rigueur et enfin en 86 l'arrivée d'un nouveau gouvernement dont on connaît l'attachement à une université sélective, élitiste, permettant de répondre au mieux aux besoins du patronat.

Après avoir participé à la manifestation du 1^{er} mai, les délégués ont commencé leurs travaux à 15 heures avec la présentation par Régis Piquemal, président de l'UNEF du rapport élaboré par le bureau national.

de la réforme Savary qui ouvrirait pourtant de réelles possibilités de progrès à la formation supérieure; augmentation sans précédent des droits d'inscriptions; privatisation de secteurs entiers des services sociaux; projets de mise en place de nombreux classeurs dans de nombreuses facultés. Toutes ces mesures ne visant qu'à renforcer encore la sélection. Et pourtant, en cinq ans, le nombre d'enfants d'ouvriers à l'université a chuté de quatre points. La moitié des étudiants est contrainte aujourd'hui à avoir une activité salariale avec tout ce que cela comporte de néfaste sur le déroulement des études et les conditions même de ces activités. « Non, contrairement à ce que l'on peut dire ici ou là, étudier n'est pas une chance; c'est un droit fondamental que l'on tente aujourd'hui de limiter au maximum ».

Replaçant ensuite l'université dans un contexte plus général, Régis Piquemal explique que la crise qui touche aujourd'hui tous les secteurs industriels freine le développement des formations supérieures et de leurs débouchés. « La crise s'aggrave et s'entend. Dans un pays où l'on parle de TUC et de soupes populaires, l'université ne peut que souffrir ».

Notre action est déterminante

« Il n'est pas question, ajoute

Régis Piquemal, que l'UNEF fasse du catastrophisme. Il s'agit seulement d'avoir les idées claires sur nos problèmes. Nous combattons toutes les mesures néfastes (...) L'UNEF est une force de proposition (...) Notre action sera déterminante ». Il cite alors de nombreux exemples qui démontrent que là où l'UNEF est présente, les étudiants obtiennent des résultats.

« Certes, nous nous heurtons à des difficultés. Le mouvement de désyndicalisation est réel (...) Mais le rôle de l'UNEF est justement de permettre aux étudiants de s'organiser, de réfléchir et d'agir. Notre congrès devra consacrer une large place à cette question ».

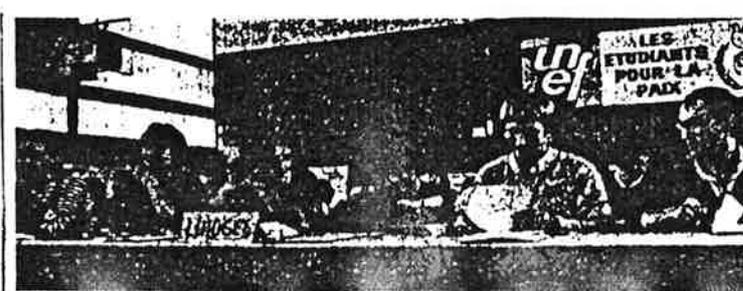
Régis Piquemal consacre la dernière partie de son intervention à la situation internationale, rappelant notamment le soutien total de l'UNEF au peuple d'Afrique du Sud qui se bat contre l'apartheid et son attachement à la défense de la paix.

Les délégués applaudissent longuement le rapport et après l'élection du bureau du congrès et des diverses commissions, le débat s'engage. Il devait se poursuivre tard dans la soirée. Les travaux se poursuivent aujourd'hui et seront consacrés en partie à la solidarité internationale. Une trentaine d'invités français et étrangers sont en effet attendus.

« Une LOI MAUVAISE POUR LES JEUNES ET POUR LE PAYS »

La sélection renforcée

Le président national de l'UNEF a d'abord insisté sur la gravité des coups portés à l'université : remise en cause des 84



LIMOGES - Le 71^e congrès de l'UNEF s'est ouvert hier

Le 71^e congrès de l'Union nationale des étudiants de France, rassemblant cinq à six cents délégués, s'est ouvert, hier, à Limoges, sur le thème « Le syndicalisme au cœur des études ».

(Avant-dernière Page)

VENDREDI 2 MAI 1986

LA MONTAGNE

CONGRÈS DE L'UNEF A LIMOGES

Les projets du nouveau gouvernement sur la sellette



LIMOGES. — On les croyait « gentils », dans le rang, on se disait qu'il n'y avait plus rien de commun entre leurs aînés de 1968 et ces étudiants d'aujourd'hui, des battants toujours en avance d'une manche dans la compétition. En vérité, on s'habitue déjà à leur silence studieux, à leur gravité, à cette manière de se vêtir sans insolence.

C'était peut-être aller plus vite que la musique qui accompagne la passage de pouvoirs des générations.

Il suffisait, en effet, d'assister, hier, à l'ouverture à Limoges du congrès national de l'Union nationale des étudiants de France pour se rendre compte d'un seul coup d'œil que l'héritage de la lutte et du combat n'est pas encore perdu corps et biens.

Certes, la forme n'est peut-être pas la même et les étudiants d'aujourd'hui préfèrent sans doute un certain didactisme au combat-spectacle.

Cela, toutefois, n'enlève rien à la force des convictions ni au poids des arguments.

mener une lutte quotidienne et cela explique le renouveau que l'on sent poindre au congrès de Limoges, d'un syndicalisme étudiant qui deviendra peut-être un jour ou l'autre unitaire. Le choix de Limoges pour de telles sessions est d'ailleurs plus qu'un simple signe : Limoges n'est-elle pas la seule université de France où l'on connaisse en matière de syndicalisme étudiant un tel consensus, une telle cohabitation heureuse, en même temps qu'une réelle représentation bien supérieure à celle de la moyenne des universités françaises.

Là, dans ce Limousin, terre du syndicalisme, on a compris, dès hier, que quelque chose était sur le point de changer dans le comportement des étudiants face aux bouleversements successifs de la vie des universités.

connus à valeur équivalente et, avec le projet Foyer, député de la nouvelle majorité, nous retournerons à la tristement célèbre loi Sauvage, qui exclut les étudiants de tous les conseils. On le voit : le nouveau gouvernement veut se débarrasser à l'avance de toute opposition.

« Cette loi est mauvaise pour les jeunes et pour le pays tout entier. Je vous demande, à vous, délégués, d'arracher dans vos universités ce qui est à la racine de cette loi ».

Non seulement de tels propos du leur président ont reçu l'unanime assentiment des participants, mais encore on en a trouvé récemment l'illustration dans les mouvements qui ont secoué l'université.

A Aix-en-Provence, il y a quelques jours, mille étudiants ont manifesté au restaurant contre les mesures sélectives envisagées ; à Paris comme en province, les premiers mouvements ont eu lieu au cours de la dernière semaine.

L'UNEF mesure la gravité des coups portés à l'université et aux étudiants et, dans une période où les actes contredisent parfois les discours, nous n'accepterons pas que s'accroisse ce recul de l'université qui va, semble-t-il, de pair avec le recul du pays.

« Une politique de déclin a été entreprise. Elle ne fait que servir des intérêts particuliers et les formations supérieures soutenues ne feront qu'aller dans le sens du patronat. Cette idée de sélection a d'ailleurs été argumentée de façon cynique : on se plait à parler de modernité. On aimerait suppléer le prêt bancaire à la bourse d'études ».

C'est en ces termes que le président national de l'UNEF a tiré, hier, à Limoges, la sonnette d'alarme. Il est vrai qu'il s'adressait à des délégués qui, pour bon nombre d'entre eux sont, en même temps que des militants syndicaux, des militants politiques ou associatifs, venus pour les uns, des jeunes ouvriers chrétiens, bref, à des gens formés à la dialectique et mûrs d'une conscience politique, mais c'est certainement en interpellant un plus large auditoire, que Régis Piquemal a lancé : « Avec Chirac et ses conseillers de l'UNI, nous savons à quoi nous en tenir... ».

VENUS DES UNIVERSITÉS DE FRANCE

Ils sont six cents étudiants, délégués de l'UNEF pour la plupart, à tenir depuis hier à Limoges leur 71^e Congrès national. Un congrès qui s'est ouvert dans la matinée par un geste symbolique : une participation des congressistes au défilé des travailleurs du 1^{er} Mai.

Venus de l'ensemble des universités de France, les délégués représentent ce million de jeunes que l'on appelle ici et là « des chômeurs », car ils poursuivent des études dans l'enseignement supérieur. Une idée toutefois qu'il convient d'enterrer, même si l'on considère qu'être étudiant vaut mieux qu'être l'un des trop nombreux jeunes chômeurs. Plus de la moitié de ces étudiants mènent une double vie, se partageant entre une activité salariale précaire et des études souvent ruinées en question.

Leur rêve : Un travail rémunérant leur formation et le bonheur en famille dans un pays solide. C'est ainsi que le définit d'ailleurs lui-même Régis Piquemal, président national de l'UNEF. Mais n'est-ce déjà une utopie ?

Pour eux, « être étudiant, c'est

« On ne doit pas seulement parler de chance de pouvoir étudier, mais également de droit d'étudier ». La formule du président de l'UNEF pouvait, hier, servir à l'esquisse de ces travaux de quatre jours, et c'est précisément de ce droit d'étudier que l'on a beaucoup débattu.

« Les membres de l'UNEF se sentent plus que jamais remis en question et plus que jamais, ils ressentent l'ampleur du danger ». Alors que pour eux l'objectif et le seul qui mérite que l'on se batte est bien de « permettre au plus grand nombre de travailler au développement de notre pays et, en cela, de les former vraiment ». L'inquiétude se fait jour « sur le seul terrain des faits et de la réalité quotidienne ». Leurs études voient de plus en plus cher aux étudiants et elles sont pavées d'obstacles de plus en plus nombreux.

Non seulement, la situation se dégrade et, à certains égards, les étudiants ont été déçus par « l'échec de Cheyresme dans sa lutte contre l'échec », mais encore l'avenir se présente mal : « Le nouveau gouvernement veut pousser jusqu'au bout l'autonomie des universités. Cela veut dire que l'Etat n'interviendra plus ».

C'est grave et cela signifie, en clair, que le pays ne s'intéressera plus à la formation des jeunes. Les diplômés ne seront plus re-

UNE LOI MAUVAISE POUR LES JEUNES ET POUR LE PAYS

« On ne doit pas seulement parler de chance de pouvoir étudier, mais également de droit d'étudier ». La formule du président de l'UNEF pouvait, hier, servir à l'esquisse de ces travaux de quatre jours, et c'est précisément de ce droit d'étudier que l'on a beaucoup débattu.

« Les membres de l'UNEF se sentent plus que jamais remis en question et plus que jamais, ils ressentent l'ampleur du danger ». Alors que pour eux l'objectif et le seul qui mérite que l'on se batte est bien de « permettre au plus grand nombre de travailler au développement de notre pays et, en cela, de les former vraiment ». L'inquiétude se fait jour « sur le seul terrain des faits et de la réalité quotidienne ». Leurs études voient de plus en plus cher aux étudiants et elles sont pavées d'obstacles de plus en plus nombreux.

Non seulement, la situation se dégrade et, à certains égards, les étudiants ont été déçus par « l'échec de Cheyresme dans sa lutte contre l'échec », mais encore l'avenir se présente mal : « Le nouveau gouvernement veut pousser jusqu'au bout l'autonomie des universités. Cela veut dire que l'Etat n'interviendra plus ».

C'est grave et cela signifie, en clair, que le pays ne s'intéressera plus à la formation des jeunes. Les diplômés ne seront plus re-

« On ne doit pas seulement parler de chance de pouvoir étudier, mais également de droit d'étudier ». La formule du président de l'UNEF pouvait, hier, servir à l'esquisse de ces travaux de quatre jours, et c'est précisément de ce droit d'étudier que l'on a beaucoup débattu.

« Les membres de l'UNEF se sentent plus que jamais remis en question et plus que jamais, ils ressentent l'ampleur du danger ». Alors que pour eux l'objectif et le seul qui mérite que l'on se batte est bien de « permettre au plus grand nombre de travailler au développement de notre pays et, en cela, de les former vraiment ». L'inquiétude se fait jour « sur le seul terrain des faits et de la réalité quotidienne ». Leurs études voient de plus en plus cher aux étudiants et elles sont pavées d'obstacles de plus en plus nombreux.

Non seulement, la situation se dégrade et, à certains égards, les étudiants ont été déçus par « l'échec de Cheyresme dans sa lutte contre l'échec », mais encore l'avenir se présente mal : « Le nouveau gouvernement veut pousser jusqu'au bout l'autonomie des universités. Cela veut dire que l'Etat n'interviendra plus ».

C'est grave et cela signifie, en clair, que le pays ne s'intéressera plus à la formation des jeunes. Les diplômés ne seront plus re-

« On ne doit pas seulement parler de chance de pouvoir étudier, mais également de droit d'étudier ». La formule du président de l'UNEF pouvait, hier, servir à l'esquisse de ces travaux de quatre jours, et c'est précisément de ce droit d'étudier que l'on a beaucoup débattu.

AGEL-UNEF, SNE-SUP

Limoges : une Université de seconde classe ?

L'Université de Limoges est-elle menacée ? Certes, globalement son devenir n'est pas remis en cause, mais elle risque, si les intentions gouvernementales se concrétisent, de se voir classée à plus ou moins long terme comme une université de seconde classe.

Cette inquiétude, MM. Jean-Paul Lecertua, secrétaire académique du SNE-SUP et Christophe Nouhaud, président de l'AGEL-UNEF, l'ont exprimée hier, au cours d'une conférence de presse.

Dans le budget 86, le SNE-SUP estime que l'enseignement supérieur n'est pas le secteur le plus mal loti, pour autant, les crédits qui lui sont alloués ne permettront pas de régler tous les problèmes. Sur les chapitres des créations de postes ou du déroulement des carrières, les moyens donnés à l'Université restent très insuffisants. Les besoins sont pourtant importants. A Limoges, de nombreux salaires de personnels enseignants ou non-enseignants avoisinent le SMIC et certains vacataires attendent depuis plus de dix ans qu'on leur offre une carrière. De plus, le manque de moyens remet en

cause la réforme de l'enseignement supérieur.

Ainsi, la rénovation des premiers cycles qui s'est à peu près bien passée en sciences reste partielle et imparfaite en lettres et sciences humaines.

L'Université de Limoges aurait eu besoin pour la rentrée 85-86 de 30 créations de postes; on en est bien loin aujourd'hui. Et les premiers à « trinquer », ce sont les étudiants (10.000 à Limoges) qui voient leurs conditions d'études s'aggraver et les risques d'échec augmenter.

Les pôles d'excellence

Outre l'austérité, l'Université de Limoges voit poindre la menace des « pôles d'excellence ». Le discours de J.-Pierre Chevènement est à ce sujet fort clair : il faut marquer les diplômés d'un cachet local, classer les universités selon une échelle de valeur et création de Magistère — sorte de super-diplôme — dans certaines universités.

Toutes ces dispositions favoriseraient bien sûr, les grands centres universitaires et Limoges deviendrait, au détriment de toute la région, une sous-université.

Universités à 400 ou 1.000 balles

Autre nouveauté, les droits d'inscriptions seraient libérés en 86. Ils pourraient varier d'une université à l'autre, entre 400 et 1.000 F. Le danger se situerait là à trois niveaux : inégalités entre université, fin du libre choix de l'étudiant pour son lieu d'étude et ségrégation sociale renforcée. L'alternative pour Limoges serait douloureuse : augmenter fortement les droits afin d'accroître ses ressources (pour l'heure bien insuffisantes) mais renforcer la sélection sociale ou augmenter les droits au minimum mais se priver de moyens dont elle a besoin.

L'AGEL-UNEF et le SNE-SUP sont fermement opposés à cette libération des droits d'inscription : « ce serait un nouveau mauvais coup contre l'enseignement supérieur ».

Par ailleurs, les élections des trois nouveaux conseils qui présideront à la destinée de l'Université de Limoges, devraient avoir lieu fin janvier. Il s'en suivra l'élection d'un nouveau président d'Université.

L'ECHO 13.12.85

ENSEIGNEMENT

SNE-SUP : L'université est à terme menacée si on ne lui accorde pas plus de moyens

LIMOGES. — Les enseignants du S.N.E.Sup de l'Université de Limoges estiment qu'elle a plus que d'autres besoin de moyens pour travailler. Si ce n'est pas le cas et que l'on se mette à mesurer au plan national les résultats de son activité par comparaison aux autres universités, elle sera forcément perdante. Malgré des formations de pointe, son rôle d'université régionale serait, à terme, compromis.

De récents propos du ministre permettent aux enseignants du S.N.E.Sup et aux étudiants de l'A.G.E.L.-U.N.E.F. de penser que ce scénario pourrait se réaliser.

« Je ne dis pas qu'actuellement pèse une menace globale sur l'université de Limoges, déclare Jean-Paul Lecertua, secrétaire académique du S.N.E.Sup, mais il faut être vigilant pour l'avenir ».

L'inquiétude est née de déclarations du ministre de l'Éducation Nationale qui semblait reprendre à son compte les idées de « pôles d'excellences ». Les universités qui possèdent le plus de

moyens sont d'emblée les mieux placées dans ce genre de compétition. Et selon le S.N.E.Sup, elle risque d'aboutir à la suppression de seconds cycles dans les petites universités. Elles deviendraient des lycées prolongés d'un premier cycle, un peu comme l'étaient les collèges universitaires d'autrefois.

Les enseignants du S.N.E.Sup veulent que l'on ne s'engage surtout pas sur cette voie pour Limoges. L'université, qui dépasse

les 10.000 étudiants, est en développement. La réforme des études du premier cycle s'est mise progressivement en place depuis 1984.

« Une bonne réforme, estime Jean-Paul Lecertua, à condition que les moyens qui l'accompagnent suivent. Or si le budget de

1986 ne permet pas de dire qu'elle est compromise, il ne permet pas non plus d'affirmer qu'elle va pouvoir pleinement se réaliser ».

Les enseignants du S.N.E.Sup demandent donc ces moyens en postes pour un meilleur enseignement. Ils sont soutenus par les étudiants de l'A.G.E.L.-U.N.E.F.

LA POPULAIRE DU CENTRE

14.12.85

ETUDIANTS

A.G.E.L.-U.N.E.F. : "Défendre le droit aux études et développer la solidarité"

Problèmes très concrets dans certaines filières, mais aussi défense du droit aux études et développement de la solidarité, tels étaient les thèmes de réflexion de l'assemblée générale de l'A.G.E.L.-U.N.E.F.

Affiliée à l'U.N.E.F., ex-Renouveau, dominée au plan national par les militants communistes, l'Association générale des étudiants de Limoges (dont le bureau ne compte cependant aucun représentant du P.C.) entend se faire le porte-parole de l'ensemble des étudiants dans toutes les structures où se prennent les décisions qui les concernent.

Une des décisions prises mardi soir en assemblée générale a été très vite suivie d'effets puisque le lendemain, une délégation s'est rendue dans le bureau du directeur de l'U.E.R. des Lettres : les emplois du temps du second semestre ont abouti à plusieurs incompatibilités entre cours ou travaux dirigés et des options choisies par les étudiants, en octobre. M. Valadas a apporté des apaisements indiquant que des aménagements interviendraient.

Autre problème très terre-à-terre, l'anonymat des copies pour les examens de la fin d'année, qui n'est pas respecté ni en Lettres ni en Sciences. L'A.G.E.L. proposera des votes dans les amphithéâtres : « Si les étudiants se montrent favorables à l'anonymat, les conseils de gestion ne devraient pas faire de difficultés pour y accéder », in-

dique Vincent Guicharnaud, le président de l'A.G.E.L.-U.N.E.F.

Mardi soir, l'association a élaboré sa plate-forme pour les élections universitaires des 18 et 19 février (conseil d'administration, conseil scientifique et conseil des études et de la vie universitaire).

« La défense du droit aux études passe d'abord par des actions ponctuelles. Ainsi, nous nous opposons à un projet ministériel qui prévoit l'instauration de nombreux clausus pour l'entrée en licence, à la liberté de chaque U.E.R. Une disposition déjà appliquée à Limoges, en licence de physiques où les « reclus-collés » se retrouvent sur des listes d'attente... »

Sur le terrain social, l'A.G.E.L.-U.N.E.F. redoute la participation du secteur privé à la mission de

service public des œuvres universitaires : « Cela signifierait des hausses de tarifs. Déjà, l'an passé, nous avons pu obtenir le report d'un tel projet. Nous condamnons le désengagement de l'Etat dans la gestion des œuvres universitaires, ajoute Vincent Guicharnaud. Les subventions diminuent et les C.R.O.U.S. doivent accroître leurs ressources propres. Or, le seul moyen d'y parvenir, c'est d'augmenter les tarifs et de réaliser des économies sur des services indispensables comme le Fonds de solidarité universitaire (bourses complémentaires), le service liaison étudiants-entreprises (petits boulots) et l'accueil des étudiants étrangers. »

Un point positif cependant : la faible augmentation des prix des repas en restaurants universitaires. « Mais reste à améliorer la qualité : actuellement, pour 8,75 F, la chaîne à plat unique sert un plat et un dessert ! »

L'A.G.E.L. a procédé à un sondage lors d'un service : sur 740 étudiants interrogés, 630 réponses souhaitent une amélioration. « Nous obtiendrions sans doute satisfaction », commente Vincent Guicharnaud.

Le développement de la solidarité consiste à mieux expliquer la « démarche syndicale » : « Nos services, tels coopératives et cafétérias procèdent de cette démarche d'aide aux étudiants. Mais la solidarité s'exerce sur tous les terrains : soutien à l'inscription des étudiants étrangers (d'où notre collaboration avec l'Union des étudiants marocains); obtention de dérogations pour permettre à des étudiants de terminer le cycle, etc.

« C'est pourquoi nos candidats « Solidarité étudiante » souhaitent être présents dans toutes les structures où se prennent les décisions : commissions d'attribution des bourses, conseils de Facs, d'Université, du C.R.O.U.S... »

Le bureau. - Président, Vincent Guicharnaud (Sciences-éco); secrétaire, Christophe Nouhaud (Lettres); gestion des services, Claudette Devaux; trésorier, Pascal Dubois (Sciences-éco); Laurent Catherine (Lettres, président de l'A.R.A.L.); Philippe Généaux (Sciences-éco) et Dominique Barry (Droit).



Le Journal de l'Université

«Agora» change de look

Le n° 3 d'«Agora» vient de paraître, il est en vente à chaque coin de R.U., dans les amphit et les cités U. Le Journal de l'AGEL-UNEF, qui se veut un lieu privilégié d'expression du monde étudiant change de «look» après un an à peine d'existence.

C'est en effet une nouvelle formule qui sera proposée dès ce matin aux étudiants de Limoges. Au sommaire de ce n° 3 : le récit du voyage de deux étudiants limougeaux au Nicaragua, l'interview d'un responsable du FLNKS, des informations universitaires et culturelles ainsi qu'une vaste tribune libre.

A l'occasion de la sortie d'«Agora», les responsables de l'AGEL-UNEF lancent un appel à tous ceux, étudiants ou non, qui voudraient apporter leur contribution à la réalisation du journal par l'envoi d'article, l'apport de publicité ou tout autre participation.

Gageons qu'avec ce nouveau numéro, dans lequel un effort certain a été fait au niveau de la qualité, «Agora» réussira son pari, celui d'ouvrir un espace de communication dans un monde étudiant quelque peu fermé sur lui.



L'ECHO 09.03.85

ETUDIANTS

«L'Agora» : Un journal pour faire le lien entre le campus et la vie régionale

Le nouveau numéro de «L'Agora», journal de l'Association générale des étudiants de Limoges (A.G.E.L.-U.N.E.F.), vient de paraître.

En accomplissant un effort sur la qualité de l'impression comme sur le contenu, les animateurs escomptent que «L'Agora» (la place publique en grec) puisse jouer son rôle de lien d'expression ouvert sur l'université comme sur la ville et la région.

L'équipe d'une vingtaine d'étudiants réunis autour de Christophe Nouhaud, Vincent Guicharnaud, Philippe Perrin et Jean-François Manuquin a diversifié les thèmes abordés par ce numéro 3 de «L'Agora».

Le Nicaragua (avec le témoignage de jeunes Limougeaux), la Nouvelle-Calédonie (avec la venue d'un militant indépendantiste à Limoges), ou encore la visite d'Edgar Faure, font l'objet d'articles d'information générale. «L'Agora» s'intéresse naturellement à la vie de l'Université de

Limoges (le tournage d'un vidéoclip, les T.U.C., la réforme des C.R.O.U.S., la future Radio-Campus, etc.), mais aussi aux événements culturels, sur le campus comme dans la ville. Lieu d'expression des étudiants, le journal accueille donc des tribunes libres.

Vendu de manière militante au prix de 5 F, la vie de «L'Agora» dépendra de l'intérêt que lui porteront les étudiants. «Nous voulons en faire le lien entre le campus d'une part, les décideurs et auteurs de la vie régionale d'autre part», indique Christophe Nouhaud.



LE POPULAIRE 08.03.85

Mutuelle des étudiants

Questions sur une élection

En ce moment, s'achèvent les élections à la Mutuelle Nationale des Étudiants de France (MNEF), 400.000 étudiants sont concernés, dont 3.000 à Limoges où la MNEF procède au renouvellement de son assemblée générale locale (20 membres) laquelle désignera le Conseil d'administration et le président de la section locale, en attendant le congrès national qui se tiendra à la fin du mois.

A Limoges, deux listes sont en présence : une présentée par le bureau national de la MNEF, et l'autre par l'Association Générale des Étudiants, de Limoges (AGEL-UNEF); et cela suite au refus par la direction sortante de faire une liste commune sur une base mutualiste.

Fondée en 1948, à l'initiative de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), elle a eu jusqu'à la fin des années 1970 le monopole de la gestion du régime étudiant de Sécurité sociale. Depuis elle subit la concurrence des mutuelles privées, plus compétitives et perd des adhérents.

Dans un communiqué, les candidats de la liste «Une mutuelle pour et par les étudiants», soutenus par l'AGEL-UNEF et l'Association des Résidents universitaires (ARAL), déclarent : «Aux difficultés de gestion qui hypothèquent l'avenir de la mutuelle, la direction nationale répond par diverses mesures qui se veulent incitatives et attractives, notamment l'institution pour la rentrée 85 d'une cotisation à deux vitesses (...). Ceci ne va pas dans le sens d'une amélioration des services de la mutuelle au moment où il faudrait créer les conditions d'une accélération des remboursements, d'une développement de la vie démocratique de la mutuelle, d'une cotisation unique à 340 F, d'une répartition sur trois trimestres du paiement de la cotisation et remboursement par le CROUS aux boursiers et résidents en cité universitaire, de l'extension à la Corrèze et à la Creuse du tiers payant...»

A Limoges, l'assemblée générale locale ne se réunit plus depuis deux ans; l'actuel président n'a pas été élu, mais dési-

gnée, on ne sait par qui; certains élus à l'A. G. n'ont jamais reçu de convocation; une partie des archives (la totalité de 1971 à 1981, selon la présidente de la section locale) demeure introuvable... Quant aux élections, elles se font par correspondance à Paris. De nombreux adhérents (20,30 % ou plus...) n'ont pas reçu le matériel de vote, dont des candidats des deux listes ! Ils avaient trois jours francs pour retirer leur Turgot bulletins et enveloppes. Fort opportunément, la Direction nationale a choisi pour cela... le week-end de Pentecôte du 26 au 28 mai. Résultat : un seul jour ouvrable, le mardi 28 !

Ah, élection ou sondages ? Les résultats en sont déjà connus; on est en droit de s'interroger sur la santé de la MNEF. Tel ancien responsable de la Mutuelle ne justifiait pas les fraudes ou les quotas attribués à telle ou telle liste ? On comprend mieux, alors, que les étudiants portent si peu d'intérêt à une mascarade et «passent à côté» du grand débat national de la mutualité...

L'AGORA : le journal des étudiants de Limoges renaît



«L'AGORA, le seul journal qui paraît tous les neuf mois !», annonce l'éditorial de Vincent Guicharnaud. Et il est vrai que, tout humour mis à part, les étudiants lecteurs de ce qui se voulait un mensuel ont dû attendre longtemps. Après deux numéros, en mai et juin de l'année dernière, les vacances d'été sont venues briser le bel élan du «Journal des étudiants de Limoges».

Renaissance

«Notre objectif, souligne Christophe Nouhaud, directeur de la publication, était de sortir cinq numéros par an, ce qui, compte tenu des vacances universitaires, serait revenu à un mensuel. Mais notre erreur a été de penser à la réalisation du journal avant sa publication. Nous avons fait le premier journal de qualité, tiré sur offset, mais nous nous sommes heurtés à la diffusion».

De là neuf mois, avant ce troisième numéro, de gestation, d'interrogations, de doute, comme le précise l'éditorial. «En fait, ajoute C. Nouhaud, nous avons été pris par la publication d'un guide de l'étudiant, ce qui nous a retardés. Mais nous avons réfléchi sur ce que devait être un journal pour les étudiants, et beaucoup travaillé sur la présentation». Le résultat ne se fait pas attendre : dès la «une», L'AGORA est plus aéré que les numéros précédents, et les six pages d'origine sont devenues huit.

Noyau et satellites

Le comité de rédaction, le noyau de L'AGORA, est fort de quatre membres, principalement étudiants en lettres et droit. Autour d'eux se greffent une vingtaine de personnes qui collaborent à des titres divers, le plus souvent par la contribution ponctuelle à un article.

«Dès ce numéro, explique Christophe Nouhaud, nous pensons conserver quatre pôles bien définis. D'une part l'actualité, avec des événements touchant ou ayant touché Limoges ; là, on retrouvera une interview d'Edgar Faure qui était de passage il y a quelques temps, ainsi que des papiers sur la Nouvelle-Calédonie, le Nicaragua et la fête du Mouvement contre le racisme, et pour l'Amitié entre les peuples. D'autre part, une information de ce qui concerne l'université : les réformes, la radio R.C.L., le concours de photo organisé par le CROUS. Enfin viennent la culture et la distraction, avec de la poésie, de la critique littéraire ou cinématographique, et des tribunes». Les huit pages sont bien remplies.

«L'AGORA, conclut Christophe Nouhaud, ce n'est pas qu'une chronique d'information. Nous souhaitons que les gens puissent s'exprimer, non pour le plaisir d'ouvrir nos colonnes, mais pour peut-être créer un vrai débat». L'AGORA, numéro 3, est en vente dans les facultés et les restaurants universitaires au prix de 5 F.

B. P.

LA MONTAGNE 12.03.85

AGEL-UNEF : réunion préparatoire au congrès national



Mardi, les responsables de l'AGEL-UNEF (Association générale des étudiants de Limoges) ont organisé la réunion de préparation du prochain congrès national de mai de mai prochain. «Pragmatisme, efficacité, respect de l'individuisme, déclin de la solidarité», L'analyse que font les adhérents de l'AGEL en ces termes des difficultés qu'ils rencontrent dans les Pays pour y développer ses réalisations de grande envergure.

Outre ce congrès, l'AGEL-UNEF est perçue, selon les adhérents, comme le syndicat qui défend les étudiants en difficulté sur le plan économique. Malheureusement, les militants de l'AGEL ne sont pas satisfaits de leur image de marque. Bien sûr, l'organisation a pu se réajuster pour accueillir l'année dernière un tiers des étudiants.

Après le congrès, l'AGEL-UNEF a pour objectif de modifier son image dans l'opinion étudiante. L'AGEL a décidé de saisir le comité de l'État pour solliciter l'information sur la situation des étudiants universitaires. Par exemple, l'association est sensible à l'application de la réforme des universités. Elle veut le rôle de l'État dans la gestion de l'enseignement supérieur. A l'avenir, elle s'appuie à la réforme des CROUS (Centre régional des Universités universitaires et sociales).

«Elargir l'AGEL-UNEF» Pour modifier son image dans l'opinion étudiante l'AGEL a décidé de saisir le comité de l'État pour solliciter l'information sur la situation des étudiants universitaires. Par exemple, l'association est sensible à l'application de la réforme des universités. Elle veut le rôle de l'État dans la gestion de l'enseignement supérieur. A l'avenir, elle s'appuie à la réforme des CROUS (Centre régional des Universités universitaires et sociales).

«Tous ces idées seront échangées d'ici deux mois. Vers le 20 avril, les adhérents de l'AGEL participeront au congrès. En attendant, quelques réunions de discussion définiront l'orientation de l'association pour l'année prochaine.

En fin de réunion, Christophe Nouhaud, le président, a annoncé la parution de «N° 3» de «Agora», le magazine des étudiants de Limoges, en début de mois de mars.

Christophe NOUHAUD «L'AGEL organise l'assemblée générale le jeudi 18 février à la faculté des sciences et sur «boom», le 27 ce sera la fête de l'association (Dessal, voir p. 10)

L'ECHO 22.02.85

L'ECHO DU CENTRE 08.06.85

Train-forum de l'Education

La parlote, la parlote... Et l'école alors !!!



• Les étudiants de l'UNEF manifestent devant le train-forum.

Il est passé à Limoges hier, il sera à Bordeaux aujourd'hui et demain. Le « Train - forum de l'éducation » poursuit son Tour de France, offrant à chaque étape une vision quelque peu limitée de ce qu'est l'école publique et de son devenir. Certes, il est bien de montrer, d'expliquer largement l'école d'aujourd'hui, une école qui doit constamment s'adapter aux nécessaires mutations technologiques et sociales. Mais il est malsain d'en cacher les faiblesses et les difficultés auxquelles elle se heurte.

Ainsi, et comme nous l'avons écrit hier dans ces colonnes, les vrais problèmes : diminutions de postes d'enseignants, rigueur budgétaire, etc... n'ont pas été abordés dans le cadre de la semaine de l'éducation qui s'est achevée hier pour l'académie de Limoges.

Quatre débats étaient organisés dans le dernier wagon du

train; là encore les sujets brûlants ont été écartés. Pour trois de ces débats, il était fait appel à des élus de la région et curieusement aucun élu communiste n'était invité. Il est vrai que le groupe communiste du Conseil régional avait, il y a quelque temps, fait adopter un vœu demandant la sauvegarde du nombre d'enseignants dans la région et donc par là même les questions qu'ils auraient pu traiter dans ces débats, auraient sans doute détonné dans l'ambiance bien feutrée de la manifestation.

Les enseignants non plus, n'ont pas eu droit à la parole, bien que, sauf erreur, ils tiennent les premiers rôles dans le système éducatif. Malgré tout, cette parole qu'on leur a refusé, ils l'ont prise en installant un stand dans le hall de la gare et en distribuant des tracts dans lesquels il était question des moyens nécessaires à l'école de la réussite.

De leur côté, les étudiants de l'UNEF ont saisi l'occasion pour manifester leurs inquiétudes quant à la diminution de budget des universités et à l'augmentation de 32 % des droits d'inscriptions. Ils étaient en effet une cinquantaine à pique-niquer à côté du train, munis de banderoles et panneaux explicatifs.

Voilà, le train est passé, les problèmes demeurent. Si certains sont prêts à les combattre, d'autres regretent certaines à les voter quand ils sont à l'Assemblée Nationale.

Comme le démontre un récent courrier de Raymond Labrousse au ministère de l'Education, les communistes ne sont pas prêts d'accepter les suppressions de postes et la rigueur.

Ils font tout et continueront à tout faire pour que l'on donne enfin à l'école les moyens de son avenir.

Thierry FOULOUNOUX

SERVICE

« Solidarité étudiante » pour les nouveaux

Limoges. — Depuis le début de la semaine, ont commencé les inscriptions des étudiants de première année.

Cette rentrée 1985 verra des innovations importantes avec la mise en œuvre de la réforme des DEUGS en Lettres, la poursuite de la rénovation des 1^{er} cycles en Sciences et l'introduction d'un enseignement obligatoire d'informatique pour tous les étudiants de DEUG.

L'Association générale des étudiants de Limoges et les élus « Solidarité étudiante » sont présents sur les chaînes d'inscription pour accueillir les nouveaux étudiants, ils peuvent répondre à leurs questions, les aider à choisir une option, etc. Ils mettent également à leur disposition plusieurs publications ("Guide du CROUS", "Guide des Sports", le magazine "L'Agora"), ainsi que l'édition 1985-1986 du "Guide de l'Étudiant de Limoges", qui vient de paraître et qui comporte 56 pages concernant les études, les activités sportives, culturelles, associatives, le CROUS, les Cités U, ainsi que des informations pratiques concernant le logement, le financement des études, etc., sans oublier le chapitre sur « Limoges après les cours ».

A noter également que cette année, 10 % des étudiants non boursiers peuvent être exonérés des 330 F de droits de scolarité (s'adresser aux élus "Solidarité étudiante" sur les chaînes et écrire une lettre de demande au directeur de l'U.E.R. concerné).

L'ECHO
27.04.85

LE POPULAIRE 14.09.85

Portes ouvertes dans les facs : Pas la foule

L'UNIVERSITÉ a ouvert hier ses portes, mais surtout aux étudiants... ce qui, finalement, n'a rien d'extraordinaire! Dans la plupart des établissements, l'opération « l'Université prépare l'an 2000 », organisée dans le cadre de la Semaine de l'Education, n'a pas mobilisé la foule. Malgré quelques initiatives intéressantes (comme l'exposition sur l'art grec, italien et sicilien à la Fac de Lettres), les U.E.R. auront vécu une journée ordinaire, faite de cours et de travaux pratiques. Bien rares, en effet, ont été les quidams (c'était l'objectif de la manœuvre) venus voir ce qui se passe en ces lieux, ou s'informer sur les filières de formation.

À la Fac de Droit, on attendait le chaland tandis qu'à l'U.E.R. des Lettres on accueillait des élèves du lycée de Guéret et de Renoir. Ces échanges entre établissements scolaires et universitaires sont d'ailleurs courants. Même chose à la Fac de Sciences, parcourue par les lycées de Saint-Yrieix, Guéret et Raoul-Dautry de Limoges. Là, toutefois, on avait franchement joué le jeu : une banderole annonçait la journée « portes ouvertes », une documentation était remise à chaque visiteur. En fin d'après-midi, enfin, M. Gerbier, chargé de mission au Bureau universitaire d'information sur l'enseignement, donnait une conférence sur les filières de formation.

Peu de remue-ménage donc. Mais il fallait s'y attendre, on ne transforme pas en une journée un temple en moulin... D'autant qu'avec les beaux jours, on a plus envie de lancer « Vivent les vacances ! » que « Vive l'école ! ».

Mécontentement étudiant : Pique-nique à 13 h, dans le hall de la gare

On prépare soûl-disant l'Université de l'an 2000. Dans les actes, on a plutôt l'impression d'une formidable régression... Les responsables de l'A.G.E.L.-UNEF, de l'A.R.A.L. (Association des étudiants en cité universitaire) et de l'U.N.E.M. (Union des étudiants marocains) jugent sévèrement l'opération de prestige du ministère de l'Education nationale. « Ce serait une bonne opération publicitaire pour l'école publique si elle ne cachait pas une triste réalité : l'exécution des plus défavorisés du secondaire et des Universités... »

BUDGET ET EFFECTIFS EN BAISSE

Les étudiants de l'U.N.E.F. (ils représentent environ 50 % des directeurs universitaires) sont inquiets de ce que sera l'Université en l'an 2000 si elle ressemble à celle qui se prépare pour l'an 1986...

Diminution de 2 % des budgets (les U.E.R. de Lettres sont les plus touchés); augmentation de 32 % des droits d'inscription à la rentrée 1985; nombreux discriminations à l'égard des étudiants étrangers; pour eux, l'élitisme républicain ressemble étrange-

ment à l'élitisme tout court. La preuve, la diminution d'environ 30 % du nombre d'enfants d'ouvriers ou d'employés dans les Universités depuis 1981. En 1980, 13 % de la population étudiante, ils ne sont aujourd'hui que 8 %... Même chute des effectifs chez les étudiants étrangers. Ils étaient, par exemple, 360 Marocains, l'an passé, ils ne sont plus que 216 cette année.

Pour les premiers l'A.G.E.L.-UNEF évoque les difficultés budgétaires. En 1980, le ticket de restaurant universitaire était à 5 F, il est aujourd'hui passé à 8,50 F et va encore augmenter à la prochaine rentrée. Une chambre de cité-U coûte actuellement 422 F par mois (pour une petite dizaine de mètres carrés). Rien de prohibitif, certes, mais 90 % environ des étudiants qui bénéficient de ces services sont issus de milieux défavorisés et ces augmentations sont difficiles à assumer lorsque les bourses n'évoluent que de 5 %. La hausse des droits d'inscription n'arrange rien : 32 % prévus à la rentrée, ce qui portera à 347 % la hausse depuis 1981...

Les membres de l'U.N.E.F., comme ceux de l'U.N.E.M., sont également inquiets pour les étudiants étrangers. Pour obtenir une carte de séjour, ceux-ci doivent justifier de ressources minimum. Le ministre de l'Intérieur vient de demander à ce que ce plancher passe de 1.500 F à 1.800 F (circulaire du 17-9-84 et décret du 4-12-84). Or, les bourses décernées par leurs pays d'origine et dont bénéficient environ 45 % des étudiants marocains atteignent péniblement la moitié de cette somme : 900 F par mois.

D'où la nécessité pour beaucoup d'entre eux, de trouver un emploi rémunéré. Mais la législation leur refuse ce droit...

PAS DES PRIVILÈGES

Face à ces problèmes, l'A.G.E.L.-UNEF, l'U.N.E.M. et l'A.R.A.L. organisent aujourd'hui, de 13 heures à 14 heures, un pique-nique dans le hall de la gare, profitant de la venue du train « Vive l'école » et du forum que doit animer le président de l'Université. « Ceci afin d'informer les personnes présentes sur la situation des étudiants et prouver qu'ils ne sont pas toujours les privilégiés que l'on imagine », précise un responsable de l'U.N.E.F.

Cette action sera suivie d'une manifestation à Paris, entre la Faculté de Jussieu et le ministère de l'Education, sur le thème : « Nous ne sommes pas des pigeons ». A cette occasion, les étudiants aborderont un autre problème, celui de la mise en place, dès la prochaine rentrée, de quotas dans les Universités. Un système qui pourrait empêcher les nouveaux bacheliers de choisir librement la formation qu'ils souhaitent ainsi que l'Université de leur choix. Ainsi, s'il n'y a plus de place en Droit, on pourra vous aiguiller vers les Lettres ou se retrouver à Orléans si on a choisi Jussieu, dit l'U.N.E.F. Il y a là danger de généralisation de la situation actuelle à Paris.

Le syndicat va enfin reprendre le débat sur la réforme des œuvres universitaires et celle des statuts de l'Université. Il souhaite notamment que les étudiants soient correctement représentés dans les Conseils d'établissement.

J. P...

LE POPULAIRE

26.04.85